

Departement de la Cote d'Or

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORET

Service du Genie Rural,
des Eaux et des Forets.

Arrete prefectoral n° : 304-DDAF

en date du : 16 SEP. 1988

Commune de LUX 361

Alimentation en eau potable

ARRETE

portant declaration d'utilite publique de la derivation des eaux
et de la creation des perimetres de protection des captages.

LE PREFET,
de la Region de Bourgogne et de la Cote d'Or,
Chevalier de la Legion d'Honneur,

Vu la deliberation en date du 20.11.1986 par laquelle le Conseil Municipal
de LUX demande l'ouverture de l'enquete en vue de la declaration d'utilite publique :

- a) de la derivation des eaux en provenance des puits de captage alimentant la
commune,
- b) de la creation des perimetres de protection des captages et des servitudes
qui s'y rattachent,
- c) de l'acquisition des terrains situes dans les perimetres de protection imme-
diate,

Vu les plans des lieux et notamment les plans des terrains compris dans les
perimetres de protection des puits de captage,

Vu l'avis du Conseil Departemental d'Hygiene en date du 18.11.1987,

Vu le dossier de l'enquete a laquelle il a ete procede dans la commune de LUX,
conformement a l'arrete prefectoral n° 188 DDAF du 2 JUIN 1988, en vue de la declara-
tion d'utilite publique,

Vu le dossier subsidiaire de l'enquete a laquelle il a ete procede dans la
commune de TILCHAILL, conformement a l'arrete prefectoral n° 188 DDAF du 2 JUIN 1988,

Vu l'avis du Commissaire-Enqueteur,

.../...

Vu le rapport de l'ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sur les résultats de l'enquête,

Vu l'article 113 du Code Rural,

Vu le Code des Communes,

Vu le Code de l'expropriation et notamment ses articles L 11.2 à L 11.7 inclus, et R 11.1 à R 11.18 inclus,

Vu les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique,

Vu les décrets n° 62.1448 et n° 62.1449 du 24 novembre 1962 fixant les attributions du Ministère de l'Agriculture en ce qui concerne la police et la gestion des eaux,

Vu le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967, portant règlement d'administration publique, pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique,

Vu la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines,

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

Vu la loi n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu le décret modifié n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36.2) et le décret d'application modifié n° 55.1350 du 14 octobre 1955,

Considérant que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable,

Sur proposition de l'ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

AR R E T E :

ARTICLE 1er : sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de LUX en vue d'assurer son alimentation en eau potable.

ARTICLE 2 : Il est créé, autour des puits de captage, des périmètres de protection immédiate, suivant les plans et les états parcellaires joints au présent arrêté.

A l'intérieur de ces périmètres, sont interdites toutes activités autres que celles nécessaires aux besoins du service. Il seront acquis en pleine propriété par la commune de LUX et il devront être entièrement clos et bien entretenus (notamment par des fauchages réguliers).

ARTICLE 3 : Il est créé, autour des puits de captage, des périmètres de protection rapprochée, suivant les plans et les états parcellaires joints au présent arrêté.

A l'intérieur de ces périmètres, les faits et activités suivants sont interdits :

- le forage de puits et l'implantation de tout sondage ou captage autre que ceux destinés au renforcement des installations faisant l'objet du présent arrêté,
- l'ouverture de carrières et de gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de modifier le mode de circulation des eaux et leur sensibilité à la pollution,
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines,
- l'épandage d'eaux usées, de produits chimiques tels qu'hormones végétales, désherbants, défoliants ou insecticides, d'engrais non fermentés d'origine animale tels que purin et lisier, et plus généralement de toute substance susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux,
- le dépôt d'ordures ménagères et d'immondices,
- le déboisement et l'utilisation de défoliants, pesticides ou herbicides,
- tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

ARTICLE 4 : Il est créé, autour des captages, des périmètres de protection éloignée, suivant les cartes au 1/25000 jointes au présent arrêté.

A l'intérieur de ces périmètres, sont réglementées les installations, activités et dépôts mentionnés pour les périmètres de protection rapprochée ; ceux-ci devront être soumis à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 5 : Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 2, 3 et 4, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies ci-dessus.

ARTICLE 6 : L'acquisition, par la commune de LUX, des terrains compris dans les périmètres de protection immédiate est déclarée d'utilité publique. Cette acquisition devra être faite soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté. Ce délai pourra être renouvelé une fois.

ARTICLE 7 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1034 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera affiché par les soins de la commune pendant au moins deux mois. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat d'affichage.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Côte d'Or, et au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 10 : Les indemnités qui pourraient être dues par la commune aux propriétaires seront fixées comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 11 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Sous-Préfet de l'Arrondissement de DIJON, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Maire de la commune de LUX, le Maire de la commune de TILCHATEL, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
L'Ingénieur Divisionnaire
des Travaux Ruraux

Jean-Louis HANS

Fait à DIJON, le

16 SEP. 1988

LE PREFET,

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire

Signé: Yves GUYADER

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE LUX

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
arrêté
Préfet
Dijon, le

PERIMETRES DE PROTECTION DES PUIITS
DE BELLE FONTAINES et DE FONTENOTTES

(Extrait de carte 1/25000)

Etabli par J.VUILLEMENOT, Géomètre Expert, 5 rue des Tonnelliers, 21000 DIJON

Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation,
YVES CUYADE

